

# Sommets du G8 et du G20 - Trois jours de sécurité coûteraient autant que 5 ans de santé maternelle

Alec Castonguay , Hélène Buzzetti Le Devoir 29 mai 2010

Ottawa — Alors que la vérificatrice générale du Canada a annoncé hier qu'elle enquêtera sur le coût de la sécurité des sommets du G8 et du G20, le Nouveau Parti démocratique invite Ottawa à consacrer une somme proportionnelle à son initiative en santé maternelle. Le NPD estime que le Canada devrait allouer 1,4 milliard de dollars sur cinq ans à ce projet, une goutte d'eau à son avis en comparaison du milliard qui sera dilapidé pour garantir la sécurité de 20 chefs d'État pendant trois jours.

Le premier ministre Stephen Harper dit vouloir faire de l'amélioration de la santé des femmes dans les pays en voie de développement le projet-signature de sa présidence du G8. Or, à quatre semaines de la tenue du sommet, le Canada n'a toujours pas annoncé combien d'argent il est prêt à consacrer à cette initiative.

«Le Canada doit promettre une somme significative d'argent frais, a lancé le député Paul Dewar en conférence de presse hier. Pas de l'argent déplacé, pas de l'argent ré-annoncé, pas de l'argent présenté avec une nouvelle étiquette. Du nouvel argent.»

En comité parlementaire cette semaine, la ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, a plutôt indiqué que les sommes

— non chiffrées — seraient puisées à même l'augmentation de 8 % du budget global de l'ACDI accordée cette année.

Pour le NPD, ce n'est pas acceptable, car l'ACDI avait probablement déjà décidé comment dépenser son budget additionnel. «C'est du vieil argent, juge M. Dewar. Ce 8 % est déjà budgété. S'ils coupent de manière radicale dans d'autres programmes, alors nous avons un problème. Déplacer de l'argent n'est pas le but de cet exercice.»

Le NPD a cité des évaluations internationales établissant à 30 milliards de dollars l'argent nécessaire d'ici 2015 pour sauver la vie de 10 millions de femmes et de jeunes enfants. La part du Canada serait de 1,4 milliard de dollars sur cinq ans, soit environ 300 millions par année. «La sécurité de ce sommet nous coûtera à elle seule un milliard de dollars, a rappelé M. Dewar. Verrons-nous des sommes similaires pour sauver la vie de femmes et d'enfants?»

Le Bloc québécois a dit appuyer les revendications du NPD, mais insiste pour que l'avortement soit inclus dans le panier de services financés à l'étranger. Un demi-million de femmes meurt chaque année pendant leur grossesse ou l'accouchement. Les experts estiment que 13 % de ces

décès (70 000) sont dus à des avortements amateurs.

### **La critique s'amplifie**

L'absence d'engagement financier envers les enjeux de fond est d'autant plus mise en évidence que la facture des mesures de sécurité déployées à Huntsville et Toronto a été, elle, révélée et elle suscite la controverse.

D'ailleurs, la vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser, a décidé d'ouvrir une enquête, comme le lui avaient demandé le NPD et le Parti libéral du Canada.

«Notre bureau devra attendre la fin des sommets pour faire le travail. Nous ne pouvons cependant pas confirmer pour l'instant quel genre de travail nous effectuerons», a dit au Devoir le porte-parole de Mme Fraser, Ghislain Desjardins. Il ajoute que la vérificatrice générale «considère qu'un milliard de dollars est un montant considérable», même si les coûts de ce type d'événements sont généralement élevés. Le budget annuel total du gouvernement fédéral sera de 281 milliards cette année.

Les comparaisons avec d'importants sommets antérieurs continuent de susciter des questions. Par exemple, le sommet des Amériques, qui a paralysé la ville de Québec en 2001 avec son imposant périmètre de sécurité, a coûté près de 75 millions de dollars aux quatre corps policiers chargés de la sécurité de la trentaine de

chefs d'État. La sécurité du sommet de la Francophonie de 2008 à Québec a coûté 30 millions, celle du sommet du G20 d'avril 2009, à Londres (ville qui a connu des attentats terroristes), a coûté 30 millions de dollars, celle du G8 de Kananaskis (Alberta), 190 millions, et celle des Jeux olympiques de Vancouver, qui ont duré 17 jours, 900 millions.

### **Loin, loin, cher, cher**

Les partis d'opposition estiment qu'une partie des coûts prohibitifs s'explique par le fait que le gouvernement conservateur s'est entêté à tenir son sommet du G8 dans la petite ville de Huntsville, où tout doit être construit, dont les baraquements des policiers. Or, en 1995, Jason Kenney avait reproché aux libéraux alors au pouvoir d'avoir consacré 8,1 millions de dollars pour rénover un site d'Halifax certes bucolique, mais mal équipé pour accueillir les chefs du G7.

«Je suis certain qu'il y a des centres de conférences disponibles dans ce coin du monde et ailleurs au Canada qui auraient pu accueillir cet événement sans qu'on ait à dépenser des millions de dollars pour les mettre à niveau», avait déclaré M. Kenney, alors président de la Canadian Taxpayers Federation et aujourd'hui ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Mardi, les documents budgétaires du gouvernement ont révélé que la facture pour assurer la sécurité des deux sommets est passée de 179 à 833 millions de dollars. Le gouvernement affirme que la facture

totale atteindra 930 millions, ce qui en fera les plus coûteux de l'histoire du Canada.

Le directeur parlementaire du budget, Kevin Page, a lui aussi décidé de se pencher sur cette facture. Par contre, il prévient qu'il aura besoin de la coopération du gouvernement pour faire un véritable travail, puisque dans le passé, ce dernier a refusé de lui ouvrir tous ses livres comptables. «On va avoir besoin de toutes les informations dans un délai raisonnable», a-t-il dit. M. Page fera une comparaison du coût de la sécurité avec d'autres sommets tenus dans le monde.

Le ministre de la Sécurité publique, Vic Toews, qui fait face à un barrage de

questions sur le sujet depuis le début de la semaine, a dit bien accueillir la vérification de M. Page. Le gouvernement Harper affirme qu'assurer la sécurité de deux sommets consécutifs (un fait sans précédent), dans deux villes bien différentes, fait grimper la facture. Vic Toews affirme que le calcul et la planification ont été faits par des experts.

Le ministre soutient que la sécurité a dû être renforcée après l'attentat commis la semaine dernière par un groupe anarchiste dans une banque du centre-ville d'Ottawa. «C'est un bon exemple de la préparation qu'on doit faire devant la violence, notamment terroriste, qui menace notre sécurité», a-t-il dit.